

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 03/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

UDM Union Distilleries de la Méditer

Route d'Homps
34210 Olonzac

Références : D2026_UD34_H1_024
Code AIOT : 0006601146

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement UDM Union Distilleries de la Méditer implanté Route d'Homps 34210 Olonzac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite entre dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la police des installations classées du département de l'Hérault. L'action régionale concernant le suivi des TAR (Tour Aéro-Réfrigérante) a été effectuée au cours de cette inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UDM Union Distilleries de la Méditer
- Route d'Homps 34210 Olonzac

- Code AIOT : 0006601146
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est une distillerie d'alcool de bouche disposant d'une station d'épuration industrielle.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 6

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
13	Procédure d'arrêt immédiat, procédures spécifiques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.1.c)	Demande d'action corrective	1 mois
16	Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.3.b)	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 10/03/2021, article 1.2.1	Sans objet
2	Surveillance de la distillation	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 8	Sans objet
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20 > I.	Sans objet
4	Sécurité incendie	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 21	Sans objet
5	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 1	Sans objet
6	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5. b)	Sans objet
7	Conception générale	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12. II. a)	Sans objet
8	Dévésiculeur	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12. II. d)	Sans objet
9	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Protection des personnels	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. VI.	Sans objet
11	Analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.1.a)	Sans objet
12	Plan d'entretien et plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.1.b)	Sans objet
14	Traitement préventif de l'eau	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.2.b)	Sans objet
15	Fréquence des analyses de légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.3.a)	Sans objet
17	Laboratoire accrédité COFRAC	Arrêté Ministériel du 14/12/2003, article 26. I.3.c)	Sans objet
18	Procédure en cas de prolifération de légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. II.1.	Sans objet
19	Procédure en cas de prolifération de légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. II.2.	Sans objet
20	Procédure en cas de flore interférente	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. II.3.	Sans objet
21	Vérification de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. IV.1.	Sans objet
22	Nettoyage préventif de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.2.c)	Sans objet
23	Carnet de suivi	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. IV.2.	Sans objet
24	Rapport d'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.3. d)	Sans objet
25	Transmission analyses legio	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.3. e)	Sans objet
26	Analyses eaux de rejet	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 60	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Deux demandes d'action corrective sont formulées à l'issue de l'inspection :

- la procédure de nettoyage de TAR doit être revue par rapport à l'usage ou non de javel et d'acide,
- l'exploitant doit compléter le nom des points de prélèvement sur site pour différencier le point de purge et le point de recirculation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/03/2021, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Tableau des activités
Prescription contrôlée : La liste des installations classées est présente à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2021, complété, pour la rubrique 2250 par l'arrêté préfectoral du 27/06/2023.
Constats : Le changement par rapport au classement présent à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2021, complété, pour la rubrique 2250 par l'arrêté préfectoral du 27/06/2023 concerne uniquement la rubrique 2921 relative à la tour d'aéroréfrigération (TAR). Ce changement est détaillé au point n°5 du présent rapport relatif à la situation administrative des TAR du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance de la distillation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance distillation
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients que son exploitation induit et des produits utilisés ou stockés dans l'installation. Cette surveillance est : - directe pour les installations d'une capacité de production supérieure à 60 hl AP/jour ; - directe, indirecte ou de proximité pour les capacités de production inférieures à 60 hl AP/jour. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.
Constats :

Le travail est organisé en poste de 3*8 h. Il y a toujours un opérateur posté à la colonne, en salle de contrôle. Les paramètres de pression, température sont suivis en continu. Le responsable du suivi est nommément désigné par les plannings de poste.

Le site est clôturé et l'accès à la colonne de distillation est sécurisé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20 > I.

Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications électriques

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Constats :

La vérification électrique (code Q18) réalisée par le bureau d'études Apave a été réalisée entre le 12/09/25 et 19/09/25. Le compte rendu indique que l'installation ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. Il y a une seule observation en 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Sécurité incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre les incendies

Prescription contrôlée :

(...)

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

Une borne incendie est présente à l'entrée de l'établissement, contrôlée par la mairie. Une attestation de la mairie a été vue, pour un débit de 85 m3/h.

La vérification des extincteurs a été réalisée par l'entreprise Desautel le 20/11/2025.

<p>Les extincteurs sont environ une centaine, ils ont quasiment tous été remplacés le 20/11/25 d'après une liste de Desautel.</p> <p>Par ailleurs, tous les mois un exercice de sécurité est effectué, avec au moins deux fois par an la mise ne œuvre des tuyaux d'extinction.</p> <p>Les travailleurs sur site sont formés au feu d'éthanol, avec des équipements équivalents à ceux des pompiers.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Situation administrative

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Situation administrative</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle :</p> <p>a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW (E)</p> <p>b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW (DC)2. Installations de récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (DC)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à la préfecture un dossier de porter à connaissance le 19 février 2024, complété le 17 mai 2024, en vue de remplacer la tour aéroréfrigérante.</p> <p>Puisque le projet fait entrer le site dans un régime d'enregistrement pour la rubrique 2921, et en application de l'article R.122-2 du code de l'environnement, le projet est soumis à examen au cas par cas de l'opportunité de réalisation d'une évaluation environnementale.</p> <p>Eu égard aux éléments sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'impact du site actuel: absence de non-conformité lors des inspections de la DREAL, respect des valeurs limites de rejet, maîtrise du développement des légionnelles, • l'impact projeté: volume de rejets identiques, économie d'eau, absence de traitement par biocide car exploitation en milieu acide de la tour, absence de création d'impact ou dangers significatifs, <p>la décision du 16 juillet 2024 a définit que le projet ne nécessitait pas d'évaluation environnementale.</p> <p>L'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires relative au remplacement de la tour aéroréfrigérante est en cours de signature.</p> <p>Les prescriptions prises en compte pour le présent rapport sont celles du régime de l'enregistrement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5. b)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Prescription contrôlée : L'installation est implantée à une distance minimale de 8 mètres de toute ouverture sur un local occupé.
Constats : La TAR est à plus de 8 mètres de toute ouverture.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Conception générale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12. II. a)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Prescription contrôlée : L'installation est conçue pour faciliter la mise en œuvre des actions préventives, correctives ou curatives, et les prélèvements pour analyse microbiologiques et physico-chimiques. Elle est conçue de façon qu'il n'y ait pas de tronçons de canalisations constituant des bras morts. Elle est équipée d'un dispositif permettant la purge complète de l'eau du circuit. L'installation de refroidissement est aménagée pour permettre l'accès, notamment, aux parties internes, aux rampes de dispersion de la tour, aux bassins, et au-dessus des baffles d'insonorisation si présentes. La tour est équipée de tous les moyens d'accessibilité nécessaires à son entretien et sa maintenance dans les conditions de sécurité. Ces moyens permettent à tout instant de vérifier le bon état d'entretien et de maintenance de la tour.
Constats : L'espace autour de la TAR est dégagé, l'accès par camion et nacelle est aisé. Il y a une trappe d'accès, pour pouvoir nettoyer.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Dévésiculeur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12. II. d)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Prescription contrôlée : Pour tout dévésiculeur fourni à partir du 1er juillet 2005, le fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires atteste un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement nominales de l'installation.
Constats :

La tour Jacir a été mise en service en septembre 2024, l'attestation d'entraînement vésiculaire de 0,01 % maximum du débit en recirculation a été certifié par un organisme extérieur, Eurovent.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</p> <p>Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ; - les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ; - les dispositions du présent arrêté. <p>En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> est dispensée aux opérateurs concernés.</p> <p>Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ; - la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ; - les attestations de formation de ces personnes. [...]
Constats :

<p>Deux personnes sont formées et nommément désignées : M. Jean Michel Thérond et Lionel Sautez. La date de formation est le 28 mai 2024. Une présentation de sensibilisation pour les laborantins qui font les prélèvements est réalisée. Les attestations de formation en interne sont présentes.</p> <p>Le risque légionelle fait l'objet d'une formation pour tous les ouvriers, chaque année, avec les risques électriques.</p> <p>Les techniciens de maintenance n'interviennent que lorsque la TAR est à l'arrêt. Les saisonniers pendant les vendanges sont aussi sensibilisés, le support de formation a été vu.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Protection des personnels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. VI.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation des équipements de protection individuels (EPI) adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masques pour aérosols biologiques, gants...) destinés à les protéger contre l'exposition :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes ; - aux produits chimiques. <p>Ces équipements sont maintenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à l'emploi de ces équipements.</p> <p>Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Chaque personne susceptible d'aller sur le site ont leurs équipements.</p> <p>La prise d'échantillons est en dehors de la zone.</p> <p>Les masques FFP3 sont distribués aux intervenants, ils ont été vus et ont une date de validité non échue.</p> <p>Des panneaux sont visibles signalant la nécessité de porter des EPI.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.1.a)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. [...]</p>

<p>En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p> <p>La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'AMR réalisée en 2024 avec Coop de France et revue en septembre 2025 a été vue lors de l'inspection.</p> <p>La mention d'absence de bras de mort est bien présente.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Plan d'entretien et plan de surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.1.b)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.</p> <p>Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. [...]</p> <p>Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, [...] est jointe au plan d'entretien.</p> <p>Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, [...]. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.</p> <p>Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. [...]</p>

Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. [...]
Constats : Le plan de surveillance correspond principalement à la mesure de la conductivité et du pH. Deux arrêts par an sont organisés pour l'entretien, à Noël et en été. Le plan de maintenance prévoit bien un nettoyage annuel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Procédure d'arrêt immédiat, procédures spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.1.c)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Prescription contrôlée : c) Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> - procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble) dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ; - procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation : - suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ; - en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage non prévisible) ; - en cas d'utilisation saisonnière (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage prévisible) ; - suite à un arrêt prolongé complet ; - suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant exister sur l'installation ; - autres cas de figure propres à l'installation. <p>Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service, et de l'état de propreté de l'installation.</p> <p>Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en <i>Legionella pneumophila</i> est réalisée.</p>
Constats : La partie intérieure de la tour est vidangée, puis nettoyée au karcher, toute la partie circuit, sans passer par la tour, L'utilisation de javel est décrite mais l'exploitant déclare qu'il ne faut plus nettoyer à la javel. De même la procédure de nettoyage est ambiguë car elle prévoit un nettoyage à l'acide, mais cela a été ensuite jugé inutile.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
La procédure de nettoyage de TAR doit être revue par rapport à l'usage ou non de javel et d'acide.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Traitement préventif de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.2.b)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.</p> <p>L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles.</p> <p>L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets. En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.</p> <p>Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.</p> <p>Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des Legionella pneumophila par la réalisation d'analyses hebdomadaires en Legionella pneumophila, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir 3 analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'eau est acide et ne nécessite pas de prétraitement.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Fréquence des analyses de légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.3.a)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Prescription contrôlée : La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.
Constats : L'analyse est bien mensuelle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.3.b)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Prescription contrôlée : [...] Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.
Constats : Les points de prélèvement sont présents et indiqués. Cependant il n'est pas fait de distinction entre les points de prélèvement de purge et le point de prélèvement de l'eau en circulation, hors ces deux points correspondent à des prélèvements différents.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit compléter le nom des points de prélèvement sur site pour différencier le point de purge et le point de recirculation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 17 : Laboratoire accrédité COFRAC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2003, article 26. I.3.c)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le laboratoire, chargé par l'exploitant des analyses en vue de la recherche des Legionella pneumophila selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » répond aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le laboratoire est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 (septembre 2005) par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation équivalent européen, signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ; - le laboratoire rend ses résultats sous accréditation.
<p>Constats :</p> <p>Le rapport d'analyse Eurofins, organisme accrédité COFRAC, a été vu, pour la date de prélèvement du 29/01/2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 18 : Procédure en cas de prolifération de légionelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. II.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Présence d'une procédure définissant les actions à mener si la concentration mesurée en Legionella pneumophila est supérieure ou égale à 100 000 UFC/L :</p> <p>a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées [...] et par courriel avec la mention : « Urgent & important, tour aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau ». [...] En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la (ou les) tour(s) dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production, et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en Legionella pneumophila dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L. [...]</p> <p>En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.</p> <p>Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;</p> <p>b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006). [...]</p> <p>c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.</p> <p>Des prélèvements et analyses en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois ; [...]</p> <p>e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de</p>

<p>l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. [...] Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application. [...]</p> <p>f) Dans les six mois suivant l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV.1 du présent article ;</p> <p>g) Cas d'une installation pour laquelle l'arrêt immédiat de la dispersion d'eau par la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production est impossible.</p> <p>Hors tout épisode de dépassement, l'exploitant d'une telle installation en informe le préfet, et lui soumet les mesures compensatoires qu'il propose de mettre en œuvre en cas de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure à 100 000 UFC/L.</p> <p>Si l'installation est également concernée par « le point 3.7.I.2.c », les mesures compensatoires liées au nettoyage annuel et aux cas de dépassement de 100 000 UFC/L peuvent être soumises de manière conjointe.</p> <p>L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert.</p> <p>Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les procédures de l'exploitant sont bien conformes à la prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 19 : Procédure en cas de prolifération de légionelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. II.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Présence d'une procédure définissant les actions à mener si la concentration mesurée en <i>Legionella pneumophila</i> est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L :</p> <p>a) Cas de dépassement ponctuel :</p> <p>En application de la procédure correspondante, l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, et les actions correctives prévues, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L.</p> <p>Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.</p> <p>b) Cas de dépassements multiples consécutifs :</p> <p>Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant</p>

procède à des actions curatives, à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives complémentaires pour gérer le facteur de risque identifié.

Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.

Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, [...] par courriel, précisant la date des dérives et les concentrations en *Legionella pneumophila* correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives précédemment mises en œuvre. Il procède à nouveau à des actions curatives, à la recherche de la ou des causes de dérive, met en place des actions correctives et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive.

La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en *Legionella pneumophila* est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L.

c) Dans tous les cas, l'exploitant tient les résultats des mesures et des analyses de risques effectuées à la disposition de l'inspection des installations classées. Les dépassements sont consignés dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi.

Constats :

Les procédures de l'exploitant sont bien conformes à la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Procédure en cas de flore interférente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. II.3.

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR

Prescription contrôlée :

"Actions à mener si le résultat de l'analyse selon la norme NF T90-431 (version 2020) rend impossible la quantification de *Legionella pneumophila* en raison de la présence d'une flore interférente" :

a) L'exploitant réalise immédiatement un nouveau prélèvement en vue de l'analyse en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90 431 (avril 2006). Il procède ensuite à la mise en place d'actions curatives, afin d'assurer une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L dans l'eau du circuit.

b) Si le dénombrement des *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006) est à

<p>nouveau rendu impossible par la présence d'une flore interférente, l'exploitant procède, sous une semaine, à la recherche des causes de présence de flore interférente et à la mise en place d'actions curatives et/ou correctives.</p> <p>c) Suite à la mise en place de ces actions et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les procédures de l'exploitant sont bien conformes à la prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 21 : Vérification de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. IV.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les six mois suivant la mise en service d'une nouvelle installation ou un dépassement du seuil de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> de 100 000 UFC/L dans l'eau du circuit, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, dans le but de vérifier que les mesures de gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles prescrites par le présent arrêté sont bien effectives.</p> <p>Cette vérification comprend : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence de bras morts non gérés : en cas d'identification d'un bras mort, l'exploitant justifie des modalités mises en œuvre pour gérer le risque associé
<p>Constats :</p> <p>L'absence de bras mort est bien citée dans l'AMR précitée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 22 : Nettoyage préventif de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.2.c)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il y a bien un nettoyage complet de l'installation au jet haute pression chaque année.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : Carnet de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. IV.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR

Prescription contrôlée :

L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi :

- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;
- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;
- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;
- les périodes d'arrêts complets ou partiels ;
- le tableau des dérives constatées pour la concentration en *Legionella pneumophila*, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;
- les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;
- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ;
- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ;
- les modifications apportées aux installations.

[...]

Constats :

Le carnet de suivi a été vu. Il n'y a pas de compteur d'eau d'entrée car il s'agit de condensats d'autres installations du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 24 : Rapport d'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.3. d)

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR

Prescription contrôlée :

L'exploitant demande au laboratoire chargé de l'analyse que les souches correspondant aux résultats faisant apparaître une concentration en *Legionella pneumophila* ou en *Legionella species* supérieure ou égale à 100 000 UFC/L soient conservés pendant trois mois par le laboratoire.

Le rapport d'analyses fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon :

- utilisation de la norme NF T90-431
- date et heure de prélèvement, température de l'eau
- date et heure de réception de l'échantillon
- date et heure de début d'analyse
- nom du préleveur
- référence et localisation du (des) point(s) de prélèvement
- caractéristiques de l'eau : couleur, dépôt, pH, conductivité, turbidité de l'eau

<ul style="list-style-type: none"> - nature et concentration cible pour les produits de traitement utilisés - date de la dernière injection de biocide, nature du biocide et quantité (délai d'au moins 48 heures après l'injection) <p>Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport contient l'ensemble des informations demandées. Il a pour particularité de citer qu'il n'y a pas de biocide, puisque le pH acide de l'eau a une action biocide suffisante.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 25 : Transmission analyses legio

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.3. e)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Télédéclaration sur GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats d'analyses de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.</p>
<p>Constats :</p> <p>La transmission par le logiciel GIDAF est correctement effectuée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 26 : Analyses eaux de rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 60</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, analyses rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, une mesure est réalisée a minima selon la fréquence indiquée dans le tableau [...] pour les paramètres énumérés ci-après. (cf. tableau dans l'arrêté ministériel)</p> <p>Ces mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministère de l'environnement sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation, constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.</p> <p>Les résultats des mesures sont annexés au carnet de suivi et mis à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En complément, l'exploitant met en place une surveillance des rejets spécifique aux produits de décomposition des biocides utilisés ayant un impact sur l'environnement, listés dans la fiche de stratégie de traitement telle que définie au point I-2 b de l'article 26 du présent arrêté.</p> <p>Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques, notamment les analyses, permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.</p> <p>Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont</p>

plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution. Pour les effluents raccordés, les mesures faites à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'analyse des eaux de rejets de purge est réalisée, pour l'ensemble des paramètres demandés, par le laboratoire Eurofins précité.

Type de suites proposées : Sans suite